

## Burundi : L'opposition plaide le déploiement des experts militaires de l'UA

@rib News, 18/07/2015 – Source Xinhua Le déploiement des experts militaires de l'Union Africaine (UA) au Burundi devrait être accéléré pour mettre fin à l'état d'insécurité, dans lequel baigne le Burundi depuis plus de deux mois, a déclaré samedi à Bujumbura le président du Front pour la démocratie au Burundi-Nyakuri (FRODEBU-Nyakuri, opposition), Jean Minani. Le sommet de la Communauté économique africaine (EAC) du 31 mai et celui de l'Union Africaine (UA) du 13 juin ont recommandé le déploiement des experts militaires et de droits de l'homme de l'UA au Burundi, pour aider à identifier et désarmer tous les groupes armés.

"L'opposition plaide que les experts militaires, une fois déployés, commencent leur mission par le désarmement des Imbonerakure (jeunes affiliés au parti au pouvoir, ndlr). Nous soutenons aussi l'EAC et l'UA dans leur proposition pour déployer au Burundi des experts des droits de l'homme de l'UA, pour enquêter sur toutes les violations de droits de l'homme commises au Burundi depuis l'éclatement de la nouvelle crise", a précisé Dr Minani lors d'un point de presse. M. Minani s'exprimait en marge d'une session de dialogue politique en cours depuis jeudi à Bujumbura, entre des dirigeants du gouvernement, du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, de l'opposition et de la société civile, sous l'égide du ministre ougandais de la Défense, Crispus Kiyonga. Samedi, la question d'état d'insécurité actuelle au Burundi depuis plus de deux mois a été au cœur du dialogue. De son côté, le porte-parole du CNDD-FDD, le sénateur Daniel Gélase Ndabirabe, a indiqué que le parti au pouvoir n'est pas opposé au déploiement des experts étrangers pour épauler leurs collègues burundais, en vue de "désarmer tous ceux qui sont en possession des armes, de manière irrégulière et contre la loi". "Mon parti fustige par contre, certaines gens qui se mettent à accuser injustement les Imbonerakure de constituer une milice armée, (...), ils constituent plutôt des vecteurs de développement et non des facteurs de déstabilisation du pays", a-t-il martelé. Pour sa part, Mme Concilie Nibigira, présidente de l'Union pour le Progrès National (UPRONA, 2<sup>e</sup> parti au pouvoir et ex-parti unique), a plaidé pour "le désarmement des milices et de tous ceux qui détiennent illégalement des armes". L'actuelle crise burundaise a éclaté ouvertement le 26 avril 2015, au lendemain de l'annonce de la démission du chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza, pour briguer un 3<sup>e</sup> mandat pour le scrutin présidentiel de 2015.